

« Camarades, cherEs collègues,

(...) Aujourd'hui, le secteur de l'enseignement réclame des postes, à tous les niveaux. Au primaire, au secondaire 1 et 2, pour les écoles professionnelles et de musique. Les chiffres sont plus que parlants :

Le nombre d'élèves, entre 1991 et 2009, sur une période de 18 ans donc, a augmenté de 21% au primaire, de 25% au cycle et de 45% au postobligatoire. Pendant ce temps, en 18 ans toujours, les postes, eux, ont crû de 1,5% au primaire, de 11% au CO et de 4% au PO... Cherchez l'erreur. Il n'y a en a pas, du moins si on regarde le coût de l'élève en parallèle qui, logiquement, fond inexorablement. Grosso modo, entre moins 20% et moins 30% suivant les ordres d'enseignement, depuis la débâcle orchestrée au début des années nonante. Le coût de l'élève diminue, des économies substantielles sont réalisées, tandis que les charges de travail croissent. Le new public management s'installe de plus en plus et fait des ravages. Les tâches administratives s'alourdissent, la bureaucratie gagne du terrain, la paperasserie nous envahit tandis que la pédagogie s'effrite, est reléguée au second plan derrière la mise en œuvre d'outils de gestion copiés du monde de l'entreprise. L'efficacité prime sur la connaissance, les outils de pilotage sur les savoirs. Nous devons raisonnablement nous interroger sur l'évolution de l'école genevoise qui se calque prioritairement sur les attentes de l'économie et de moins en moins sur celles des personnes et de la société, cela en contradiction avec la loi sur l'instruction publique et son fameux article

4, que le corps enseignant connaît bien, mais qui ne semble avoir jamais été appliqué véritablement...

Les effectifs d'élèves augmentent, les classes sont bondées et les conditions de travail se dégradent en même temps que les prestations. La surcharge de travail, patente, a des incidences sur la santé et le stress professionnel nous guette, tous. Même si cela ne nous console pas vraiment, il faut savoir qu'ailleurs, c'est souvent pareil. Très loin de chez nous, en Suisse alémanique, la faîtière des enseignants, LCH, vient de communiquer, le 8 décembre, les résultats d'une enquête qui montre que le corps enseignant travaille en moyenne 3 semaines supplémentaires par année gratuitement ! Le coût de ces heures supplémentaires est évalué à 900 millions par an ! La situation n'est sûrement guère meilleure à Genève où les réformes sont conduites les unes après les autres sans que les moyens soient accordés, engendrant toujours plus de travail, d'épuisements et de désillusions. Une seule solution : diminuer la charge de travail des enseignants et engager des maîtres en masse pour mieux encadrer les élèves !

Le bénévolat, ça suffit ! Le Conseil d'Etat entend valoriser l'effort, il l'a dit dans son discours de St-Pierre, eh bien, qu'il montre l'exemple, pour une fois ! Et qu'il fasse un geste conséquent au lieu de rester dans l'incantatoire. Y a qu'à, on connaît.

Travailler plus pour gagner... la même chose, aussi. L'Ecole a un besoin urgent de postes d'enseignants hautement formés et il serait enfin temps d'investir dans l'éducation ! »

*Olivier Baud, 17 décembre 2009*

*extrait de l'allocution prononcée lors du rassemblement du personnel de l'Etat et du secteur subventionné devant le Grand Conseil, avant le dépôt des pétitions récoltées par le Cartel intersyndical à la Chancellerie*